

M. l'Orateur: A l'ordre. Le ministre et le député pourraient peut-être poursuivre cette discussion dans le privé.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DISCUSSION ENTRE LE MINISTRE ET LE COMMISSAIRE
DES LANGUES AU SUJET DU BILINGUISME—LES
DIRECTIVES DU MINISTÈRE

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

A la suite de la publication du deuxième rapport annuel de M. Spicer, le ministre a-t-il eu des échanges personnels avec celui-ci au sujet du bilinguisme au sein du ministère?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Pas que je me souviens, monsieur l'Orateur. Il m'est arrivé de parler à M. Spicer, mais nous n'avons pas discuté récemment de cette question.

[Français]

M. Wagner: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre a-t-il donné des directives aux divers postes de son ministère à l'étranger pour que l'image bilingue et biculturelle du Canada à l'extérieur soit mieux projetée, réglant ainsi les griefs en la matière contenus dans le dernier rapport Spicer?

[Traduction]

M. Sharp: Oui, monsieur l'Orateur.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

L'AFFAIRE JEANETTE LAVELL—LE SONDAGE AUPRÈS DES
FEMMES INDIGÈNES

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Le ministre dirait-il pourquoi on fait une enquête auprès des femmes des autochtones de la province de l'Alberta, sous l'égide de son ministère, pour savoir quelle est leur attitude à l'égard de l'issue de l'affaire Jeanette Lavell au sujet de laquelle on attend la décision de la Cour suprême? Le ministre dira-t-il également pourquoi cette démarche du gouvernement a été entreprise avant que la décision de la Cour suprême ne soit connue?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Il me faut examiner la question, monsieur l'Orateur.

* * *

[Français]

LES AÉROPORTS

LES MESURES DE SÉCURITÉ—ON SUGGÈRE QUE LES
DÉPUTÉS NE SOIENT PAS SOUMIS À LA FOUILLE

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je pense me faire l'interprète de tous les députés en posant une question au ministre des Transports.

Tout le monde est au courant que, dans les aéroports du Canada, pour des raisons de sécurité, on nous fouille, on

Questions orales

nous tâte, chaque fois que nous voulons prendre l'avion. Serait-il possible pour les députés d'utiliser leurs cartes d'identification et de passer outre à cette fouille en règle?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, ce n'est sûrement pas une chose que nous avons considérée. Même les ministres, même le premier ministre sont fouillés; le ministre des Transports est surtout fouillé chaque fois qu'il prend l'avion. Ce serait trop facile; ce sont peut-être les êtres le plus dangereux, monsieur l'Orateur.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INCARCÉRATION DE MICHAEL CHAPPELL À CUBA—LES
CONDITIONS DE LIBÉRATION

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je voudrais tout d'abord remercier le ministre et son ministère pour la collaboration qu'ils ont accordée aux citoyens de Calgary. Il est question de Michael Chappel détenu à Cuba. Cet homme a échappé à un naufrage et est maintenant détenu à Cuba pour y être entré illégalement. Le ministre dira-t-il si les autorités cubaines demandent toujours une rançon de \$4,000 et si M. Chappel va être relâché?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'aimerais me renseigner davantage avant de répondre à cette question; j'y répondrai lundi.

* * *

● (1200)

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—LA QUESTION
DE LA RECONDUCTION—LE PROJET DE FUSION AVEC LE
PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Comme plusieurs collectivités du pays sont incapables d'établir leurs programmes pour l'automne et l'hiver prochains étant donné l'incertitude au sujet de la prolongation du programme PIL, le ministre nous dirait-il si le PIL va devenir un programme permanent du gouvernement?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas en mesure de faire quelque déclaration que ce soit sur la permanence du programme PIL. Mon collègue, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, a signalé récemment dans un document et une déclaration que le gouvernement songeait à recourir à une stratégie d'emploi reliée à la sécurité du revenu. J'ajoute pour la gouverne du député, qu'il pourrait se reporter à nos commentaires de cet été lorsque nous avons loyalement averti les bénéficiaires de prolongations qu'il s'agissait d'une période bien précise.